

# SPORE



Information pour le développement agricole des pays ACP

N° 78 DÉCEMBRE 1998

**Régionalisation :  
un tremplin vers l'intégration ?** 1

**Les paysans dans  
la "cour des grands"** 4

EN BREF 6

BOÎTE POSTALE 380 10

POINT DE VUE

**La guerre des sexes n'aura pas lieu** 11

ACTUALITÉS DU CTA 12

LIVRES ET REVUES 14

SOURCES D'INFORMATION

**CIRVAL** 16

**Les radios d'un monde qui bouge** 16

Site Web : [www.cta.nl](http://www.cta.nl)



Photo: Judy ROGERS-CRISTIAN/AID/STILL PICTURES

## Régionalisation : un tremplin vers l'intégration ?

Le phénomène de la mondialisation a beau déferler sur le monde entier, la notion de régionalisation, plus vieille encore, conserve toute son importance aux yeux des décideurs sur tous les continents. Elle semble, toutefois, devoir son regain de faveur à une réaction de défense contre les dégâts d'une mondialisation incontrôlée dans les économies et sociétés les plus faibles de la planète. Certains pensent que l'expansion de la coopération régionale est un moyen de renforcer un secteur comme celui de l'agriculture, avant qu'il ne soit totalement soumis aux forces du marché mondial, mais cela ne s'est pas vérifié comme on l'aurait espéré pour les pays et régions ACP. Si les rêves peuvent devenir réalité, la régionalisation, quant à elle, n'est-elle pas vouée à demeurer une simple illusion ?

« Une "police d'assurance" implicite pour les pays en développement, au cas où la mondialisation et la libéralisation nuiraient gravement à leurs économies », c'est ainsi que Rubens Ricupero, secrétaire général de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), interprète la notion de régionalisation, l'un des sujets de débats les plus houleux de ces dernières années sur la scène internationale. La régionalisation ne concerne d'ailleurs pas seulement les pays en développement, bien au contraire; la coopération politique et économique à l'intérieur des frontières européennes intéresse toujours autant le monde entier. Mais, dans le cas des pays en dévelop-

pement, il s'agit, pour eux, plus d'une question de vie ou de mort que ce ne l'est pour les riches nations industrialisées. Ces questions ont une importance particulière pour les pays ACP à l'heure où, précisément, l'avenir de la Convention de Lomé est remis en question.

La question de l'intégration des pays du Sud se pose déjà depuis plus de trente ans, mais, à l'époque, il s'agissait plus d'une grande ambition que d'une réalité politique. Combien de temps a-t-il fallu à l'Organisation de l'unité africaine pour préparer ses membres à se lancer dans une communauté économique africaine? (Le traité portant sur la création de cette communauté est finalement entré en vigueur en 1994.) Dans les

Caraïbes et dans le Pacifique, le défaut d'infrastructures constituait, à lui seul, un énorme obstacle à la réalisation de cette intégration, et il faut également rappeler que la plupart des petites nations de ces régions entretenaient des relations plus étroites avec les anciennes puissances coloniales qu'entre elles. Dans l'actuel débat sur la régionalisation dans les pays du Sud, on fait maintenant la distinction entre « ancien » et « néo » régionalisme, l'ancien régionalisme ayant été, en quelque sorte, une fin en soi quand les pays en développement ont refusé de se joindre à l'une ou l'autre des parties de la Guerre froide qui sévissait alors, tandis que le néorégionalisme a davantage un caractère instrumental, dans un souci principal d'adapta-



Photo Jorgen SCHNYTJE/STILL PICTURES

tion au phénomène actuel de mondialisation. Le régionalisme n'est, en tout cas, pas seulement un moyen d'accroître les échanges commerciaux des pays concernés ; il renvoie aussi à une notion précise de sécurité et de développement dans son sens le plus large.

### Une stratégie tentante pour les exclus

Lors d'une conférence sur l'intégration régionale, organisée en novembre dernier à La Haye, le Professeur Björn Hettne, de l'université de Göteborg en Suède, a fait remarquer que « le problème essentiel de la mondialisation est son caractère inégal et sélectif ». Il s'ensuit, a-t-il déclaré, que les bénéfices que certains en retirent ont en contrepoint la misère des autres, les conflits et la violence, ce qui, à la longue, menace l'humanité tout entière. C'est dans ce contexte que le régionalisme est devenu une stratégie de sécurité et de développement pour les exclus de la mondialisation. En tant que tel, le régionalisme est particulièrement attrayant pour les régions dites « périphériques » qui vivent dans l'instabilité politique et dans le marasme économique. Toutefois, leur structuration régionale reflète la faiblesse de leurs structures étatiques et de leurs institutions civiles. De fait, le régionalisme ne peut fonctionner que si les nations concernées parviennent à maîtriser la violence et la pauvreté à l'intérieur de leurs frontières. Il n'est donc pas étonnant qu'elles soient tentées d'interpréter le régionalisme d'une façon protectionniste. Dans les régions dites « intermédiaires », la notion de régionalisme est plus ouverte, ces régions ayant des liens étroits avec l'une des régions « noyaux » ou « phares » que sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie de l'Est. Les nations situées dans l'une de ces régions intermédiaires s'efforcent de répondre aux critères d'appartenance que constituent le développement économique durable et la stabilité politique. À mesure qu'elles progressent dans ce sens, elles sont progressivement absorbées dans le « noyau ». Les pays ACP se partagent entre régions périphériques et régions intermédiaires. Les Caraïbes sont, dans leur ensemble, considérées comme faisant partie d'une région intermédiaire qui « s'américanise » progressivement malgré les efforts du bloc Mercosur, en Amérique du Sud, pour résister au néolibéralisme nord-américain. Les États du Pacifique, surtout ceux de la zone sud, tendent à rejoindre le noyau de l'Asie de l'Est, bien qu'ils soient constamment menacés de retomber à la périphérie. En Afrique subsaharienne, l'Afrique australe et, dans une moindre mesure, l'Afrique occidentale peuvent devenir des régions intermédiaires. Selon William Lyakurwa, directeur adjoint du Consortium africain pour la recherche économique, au Kenya, « l'Afrique subsaharienne peut très bien exploiter le processus d'intégration régionale comme un mécanisme supranational qui lui permettrait de renforcer la crédibilité des politiques nationales et de partager les risques entre les petites économies qui, sans cela, demeureraient vulnérables, de

résoudre des conflits et de réduire les risques politiques, d'exploiter les complémentarités et de développer des alliances régionales sur une base de réciprocité ». Ceci, toutefois, dépendra en grande partie de l'évolution à court terme de l'Afrique du Sud et du Nigeria. Les autres pays d'Afrique subsaharienne resteront probablement longtemps encore à la périphérie.

### Une concurrence loyale ?

Au Nord, l'attitude envers la coopération régionale entre les pays du Sud est généralement favorable, à condition que les gouvernements de ces pays ne cherchent pas à réaliser une sorte d'autosuffisance collective dans leurs propres régions. L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale a toujours été, et continue d'être, l'objectif principal des pays appartenant aux régions « phares », comme l'a clairement rappelé la Commission européenne dans sa déclaration sur les relations entre l'Union européenne et les pays ACP à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle (1997). La question principale concerne les conditions dans lesquelles les pays en développement pourront occuper une place plus prééminente sur la scène mondiale, et quel rôle ils pourront tenir. Leur donne-t-on une chance de devenir des partenaires égaux, comme les puissances économiques aiment l'affirmer aujourd'hui ? Ou bien la mondialisation les condamne-t-elle à une position de second rang en permanence, où ils serviraient essentiellement de débouché pour des biens et des services provenant des régions « noyaux », et de source de facteurs de production relativement bon marché, main-d'œuvre y compris ? Pour le moment, le système multilatéral au sein duquel se retrouvent presque toutes les nations n'œuvre pas en faveur des pays pauvres. De récents développements dans le domaine de la finance internationale font très clairement apparaître que les intérêts des pays en marge de l'économie mondiale ne sont pas inscrits au programme des grandes puissances (voir les projets d'accord multilatéral de l'OCDE en matière d'investissement), et que même les nations émergentes courent à tout moment le risque de compromettre leur avenir (exemple de la crise asiatique). Ces développements montrent une fois de plus que les pays en développement doivent se prendre en main, ce qui leur demandera certainement plus d'efforts que jamais pour parvenir à une réelle coopération Sud-Sud.

### Une sécurité alimentaire plus réaliste

Une des préoccupations touchant particulièrement les pays ACP est la question de la sécurité alimentaire. Jusqu'à présent, les défenseurs de la mondialisation et de la libéralisation n'ont pas été capables de prouver que leurs objectifs étaient compatibles avec les conditions les plus fondamentales de la sécurité alimentaire ; ils s'intéressent d'ailleurs à peine à la question. Il n'est donc pas étonnant que le Centre Sud-Nord de Lisbonne ait déclaré, dans une allocution

prononcée au Sommet alimentaire mondial de Rio de 1996, qu'« une plus grande coopération Sud-Sud aux niveaux régional et interrégional pouvait contribuer de manière significative à une plus grande sécurité alimentaire ». La SADC, groupement régional le plus actif au sein des pays ACP, est bien connue pour le rôle qu'elle joue sur le plan de la sécurité alimentaire dans la région. Selon Percy S. Misty, président de l'International Oxford Group, « pour que la région devienne et demeure autosuffisante, la production de maïs doit quitter les terres irriguées et semi-arides du veld sud-africain, pour s'installer sur des terres pluviales plus au nord en Angola, en Zambie, au nord du Zimbabwe, au Malawi, au nord du Mozambique et au sud de la Tanzanie, où la pluviosité est plus élevée (malgré les sécheresses), le sol plus fertile et la capacité de rétention d'eau plus grande. Le choix d'une réponse régionale plutôt que nationale à ce problème critique de stratégie auquel la SADC est confrontée mènerait à l'aménagement de nouvelles terres, ce qui permettrait non seulement de répondre aux besoins alimentaires de la région mais aussi de s'attaquer aux problèmes urgents et très complexes de réforme agraire et de redistribution des terres en Afrique du Sud et au Zimbabwe ».

### La durabilité ou la misère

Une autre notion qui confirme la nécessité d'une intégration régionale est celle du développement durable. Là aussi les politiques macro-économiques caractéristiques de la mondialisation et de la libéralisation n'ont jamais fait l'objet de sérieuses études

de compatibilité avec ce concept, comme cela avait été recommandé par la Conférence de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement. Un des aspects de la mondialisation, telle qu'elle fonctionne actuellement, est la mobilité croissante des biens et des personnes. Les conséquences de cette nouvelle mobilité sur l'environnement ne sont pas calculées dans les coûts de transport et répercutées au niveau du producteur ou du consommateur. De ce point de vue, il semblerait raisonnable que la transformation des matières premières se fasse – du moins en partie – aussi près de la source que possible, au lieu de transporter ces produits à l'autre bout de la terre et de les retourner comme produits finis. Selon Peter B. Robinson, de Zimconsult au Zimbabwe, « dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et du tourisme, une coopération régionale intelligemment conçue peut considérablement contribuer au développement durable ». L'intégration peut également contribuer à l'amélioration de l'environnement, dans la mesure où elle permet à un groupe de pays d'édifier une authentique économie collective et de transformer les petits marchés intérieurs en un grand marché commun.

Les questions de coopération régionale entre groupements de pays ACP seront nécessairement débattues à mesure que les relations entre eux et l'Union européenne se profileront. Dans ce contexte, il faut



Transport de pâte de manioc par chemin de fer (Congo).

espérer que les bénéfices potentiels d'une telle coopération pourront être perçus, même s'il y a encore trop peu d'incitations politiques dans ce sens. D'après Aliou Jeng, chef économiste à la Banque africaine de développement, « les accords d'intégration peuvent facilement être violés dans la mesure où les politiciens n'ont aucun compte à rendre à leur électeurat sur leur décision de se désengager de leurs accords. Pour que les politiciens deviennent responsables de leurs actions, il est nécessaire de débattre en profondeur des questions et des accords d'intégration et de tenir les intéressés pleinement informés ». On ne devrait pas naïvement prendre le régionalisme pour un tremplin vers la pleine intégration dans le marché mondial. En fait, le régionalisme pourrait, à condition de s'y engager fermement, offrir une alternative au dogme de la mondialisation qui, comme toute chose mortelle, un jour dépérira et succombera.

## PRINCIPALES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LA COMMUNAUTÉ ACP

- La **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest** (CEDEAO), créée en 1975 et renouvelée en 1993, compte à présent 16 membres (près de 200 millions d'habitants) et a son siège à Lagos au Nigeria. PIB total : 72,53 milliards de dollars US (1990) ; commerce intra-CEDEAO : 1,43 milliard de dollars US (1991). Son objectif fondamental, adopté en 1982, était de garantir l'autosuffisance des pays de la sous-région ouest-africaine en l'an 2000. En fait, alors que le commerce régional atteignait 8,9 % de la totalité des échanges commerciaux de l'ensemble des pays membres de la CEDEAO en 1980, ce volume n'a augmenté que marginalement à 10,5 % en 1992.
- La **Communauté économique des États d'Afrique centrale** (CEEAC), créée en 1983, compte 10 membres (75 millions d'habitants) ; siège : Libreville, Gabon ; PIB total : 34,7 milliards de dollars US (1990) ; commerce intra-CEEAC : 146 millions de dollars US (1991). En 1992, la CEEAC a établi un programme de sécurité alimentaire pour la sous-région. Depuis 1980, le commerce intrarégional représente un peu plus de 2 % de la totalité des échanges commerciaux de l'ensemble des pays membres.
- Le **Common Market for Eastern and Southern Africa** (COMESA) a succédé, en

1994, à la Preferential Trade Area for Eastern and Southern Africa (PTA), créée en 1981 et comptant 22 États membres (240 millions d'habitants en 1990).

- La **Southern African Development Community** (SADC), créée en 1992 pour succéder à la SADCC, l'alliance de 1980 des États confrontés à l'apartheid, compte 11 membres (plus de 80 millions d'habitants) ; siège : Gaborone, Botswana ; PIB total : 30,02 milliards de dollars US (1990) ; commerce intra-SADC : 450 millions de dollars US (1991). Ce chiffre ne tient pas compte de l'Afrique du Sud qui s'est jointe à la SADC en 1994 (bien qu'en 1992 la moitié du volume des exportations de produits agricoles de l'Afrique du Sud ait été destinée aux pays africains, dont plus de 90 % dans les États de la SADC). Le secteur alimentaire, agricole et des ressources naturelles (y compris la sécurité alimentaire), coordonné par le Zimbabwe, représentait 25 % du Programme d'action de la SADC à la mi-1993 (120 projets).

- Le **Caribbean Common Market** (CARICOM), créé en 1973, a 13 membres (5,67 millions d'habitants en 1990) ; siège : Georgetown, Guyana ; PIB : 1,11 milliard de dollars US (1990) ; commerce intra-CARICOM : 362 millions de dollars US

(1991). Les trois objectifs principaux du CARICOM sont l'intégration économique (pour accroître la circulation des produits agricoles à l'intérieur de la région), la coordination des politiques étrangères et la coopération fonctionnelle dans des secteurs spécifiques (y compris les services communs tels que le Caribbean Agricultural Marketing Information System). Le commerce intrarégional n'a jamais dépassé 1 % du volume total des échanges commerciaux des États membres.

- Le **South Pacific Forum** (FORUM), créé en 1971, inclut 15 membres (plus de 25 millions d'habitants dont près de 20 millions en Australie et en Nouvelle-Zélande) ; siège : Suva, Fidji ; PIB total moyen des 13 pays insulaires en développement du Forum (FIC) sur 80 : 5,4 millions de dollars US ; commerce intra-FIC : 4,8 millions de dollars US (1991). Il s'agit essentiellement d'un forum politique informel qui administre les Accords de commerce et de coopération économique régionale dans le Pacifique Sud (SPARTECA) et offre l'admission en franchise non réciproque ainsi que des concessions illimitées pour pratiquement tous les produits provenant de la zone FIC destinés à l'exportation vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

# Les paysans dans la "cour des grands"

Les nouvelles organisations paysannes qui essaient dans les pays ACP ne manquent pas d'ambition. À peine reconnues par leurs États respectifs, elles se saisissent des enjeux internationaux. « Le sort de nos agriculteurs, clament-elles, se décide autant sinon plus à Bruxelles, Londres ou Genève qu'à Bamako ou Harare. » L'audace de la démarche n'occulte pas l'embarras des revendications. Car comment faire entendre des voix paysannes pertinentes dans les enceintes d'ordinaire réservées aux gouvernants, diplomates et experts ?

« Nous sommes jeunes, mais nous avons une histoire », affirme d'emblée Moussa Para Diallo, dirigeant paysan guinéen. « En une douzaine d'années, les groupements paysans disséminés dans le Fouta-Djalon ont pris leur essor, en même temps que progressaient les cultures de pommes de terre ou d'oignons. » Aujourd'hui, l'aura de la Fédération des paysans de Moyenne-Guinée (FPMG) dépasse les frontières du pays. « Il a fallu relancer la riziculture et le maraîchage en Casamance avant de pouvoir dialoguer avec le gouver-



Rencontre à la ferme entre paysans africains et lorrains.

nement ou la Banque mondiale », plaide de la même manière Bara Goudiaby, leader sénégalais. Le fait est là. Presque partout, profitant de libertés d'expression et de réunion retrouvées, les organisations paysannes (OP) émergent et se structurent. Le cocktail des sigles témoigne de la montée en régime : FUPRO, Fédération des unions de producteurs du Bénin; mouvement MVI-WATA en Tanzanie; AOOP au Mali; CAM, Cercle des agriculteurs malgaches; UNFA, association nationale des fermiers ougandais, etc.<sup>1</sup> Non seulement les OP existent, mais

elles causent! Les déclarations se succèdent au rythme des réunions. Avec un point commun, une référence lancinante aux prochains rendez-vous internationaux (voir encadré). En effet, trois échéances s'annoncent déjà ou se profilent à l'horizon. La renégociation de la Convention de Lomé entamée en septembre 1998 et qui doit être achevée avant février 2000. Le renouvellement avant juin 1999 de la Convention de Londres relative à l'aide alimentaire et qui regroupe les pays donateurs. Enfin, les discussions sur le volet agricole de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

## Désarroi et carences

« La machine continue d'avancer, s'inquiète Antoinette Aba'a, productrice de cacao camerounaise. Nous et nos gouvernements ne pouvons plus pratiquer la politique de la chaise vide. Sinon, on décidera à notre place de notre avenir et de celui de nos enfants. » Pas simple, pourtant, d'avoir voix au chapitre. « Nous frappons depuis plusieurs années à la porte des Grands, les négociateurs américains ou européens, proteste de son côté Renwick Rose, planteur de bananes et responsable de l'Association des producteurs des îles Sous-le-Vent (WINFA) dans les Caraïbes. Mais on ne nous considère toujours pas comme des interlocuteurs valables. Alors que, de Saint-Vincent à Sainte-Lucie, nous contribuons pour près de 60 % aux recettes d'exportation. »<sup>2</sup> Bref, les OP apparaissent frustrées, tiraillées entre leur déficit d'information et la réserve des gouvernants. « Ce n'est pas forcément de la mauvaise volonté, rétorque Maurice Ouikoun, conseiller auprès du ministre béninois



N'Diougou Fall.



Moussa Para Diallo.

du Développement rural. Je dialogue en permanence avec les responsables paysans. Mais, s'ils me demandent des documents sur les résultats des derniers débats à l'OMC, je suis bien en peine de les satisfaire. Et de ce que je sais de la situation en Afrique, le cas du Bénin n'est pas singulier. » Du côté de la Commission européenne, on montre ses bonnes dispositions. « Reportez-vous à notre Livre vert, inventaire de propositions pour rénover la Convention de Lomé, argumente Philippe Darmuzey. Il met en exergue une volonté de partenariat avec la société civile, les acteurs décentralisés comme on dit dans notre jargon, et parmi eux, bien sûr, les organisations paysannes. » « C'est une déclaration encourageante, renchérit N'Diougou Fall, délégué paysan sénégalais, mais comment va se nouer le dialogue? Le vrai défi aujourd'hui, c'est de passer des paroles aux actes. Le Livre vert évoque aussi la lutte contre la pauvreté comme un objectif central. Quelle trace en trouve-t-on dans les campagnes africaines? » (voir encadré).

## Un vaste champ d'intervention

Dans ce combat pour la reconnaissance et la prise en compte des intérêts paysans, les OP bénéficient de renforts sous forme de relais multiples dans le monde des ONG. Yannick Jadot, membre de l'association Solagral, est de ceux-là. « L'enjeu des prochaines négociations pour les OP, dit-il, consiste à élargir le débat. Passer de la simple reconduction de l'aide alimentaire à l'adoption de véritables politiques nationales de sécurité alimentaire. Intégrer dans les joutes commerciales les préoccupations sociales et environnementales des agriculteurs. » Sans oublier d'articuler les compétences entre le savoir des experts et celui des paysans. Les handicaps sont également légion. Les OP manquent d'expérience et ne font pas mystère d'immenses besoins de formation. Sur le terrain, il arrive que la dynamique unitaire connaisse des ratés. « En Afrique centrale, dénonce le dirigeant camerounais Jeanot Minla Mfou'ou<sup>3</sup>, l'éclatement et la satellisation du mouvement paysan sont à l'ordre du jour. » Par ailleurs, les rares « leaders » des diverses organisations, happés par les sollicitations tous azimuts, s'éloignent parfois de leur base. Ainsi, au Mali, l'équipe aux leviers de commande du Syndicat des cotonniers et vivriers (SYCOV) a été remplacée. Son nouveau secrétaire général, Yacouba Doumbia, précise : « Nous sommes trop tributaires de l'instabilité des cours mondiaux pour ignorer la dimension internationale de la filière. Mais il faut dans le même temps, et c'est dur, répondre aux préoccupations immédiates. Tenter d'obtenir par exemple un meilleur prix d'achat du coton aux producteurs. »<sup>4</sup> « Les OP sont en recherche d'autonomie », résume Daouda Diagne de l'Inter-Réseaux, autre organisme d'appui. La difficulté pour elles tient à ce que cette quête est menée à l'heure de la mondialisation. Obligation de se mobiliser sur tous les fronts, en quelque sorte. ●

## L'ESPRIT DE LOMÉ, VU DU SÉNÉGAL

Agriculteur à Risso, un petit village près de Thiès, N'Diougou Fall est aussi secrétaire général de la FONGS. En dépit de ce sigle aux consonances associatives, il s'agit bien d'une organisation paysanne. « Une fédération puissante, ajoute même son animateur. Elle compte 3 500 groupements villageois répartis dans les dix régions du pays et 150 000 membres cotisants. » « La libéralisation des échanges a des allures de concurrence déloyale, déclare tout de go N'Diougou Fall. Je vois par exemple arriver chez moi du riz californien meilleur marché que celui produit dans le pays. Les États-Unis ont les moyens de fournir des aides directes à leurs producteurs, qui ressemblent bigrement à des subventions déguisées à l'exportation. » Il hausse le ton : « Que veut-on? Que des millions de paysans des zones déshéritées d'Afrique et d'ailleurs se déversent dans les villes? Il sera temps alors de déployer les fameux filets de sécurité. »<sup>1</sup> Il prend ensuite du recul : « La Convention de Lomé, je la voyais, à mon niveau, comme la possibilité donnée aux paysans des pays ACP, mêmes pauvres, de vivre de leurs produits. Or, aujourd'hui, on la diabolise en raison de résultats économiques mitigés. Comme si on préparait sa mise à la retraite. L'Europe s'honorerait à réformer l'outil tout en maintenant l'esprit d'une coopération originale entre le Nord et le Sud. » Une invitation à explorer la voie des régulations ciblées et des nécessaires dérogations pour les PMA (pays les moins avancés). Des alternatives à la seule mise en conformité rapide de tous les accords commerciaux avec les règles de l'OMC.

<sup>1</sup> Selon l'OMC et la future Convention de Lomé, la mise en place progressive de zones de libre-échange (avec la SADC en Afrique australe, l'UEMOA, Union économique et monétaire ouest-africaine, la CEMAC, Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale...) appelle des mesures d'accompagnement. Mais ces aides « transitoires » ne sont pas encore précisément définies.

<sup>2</sup> Cf. États désengagés, paysans engagés. En Afrique et en Amérique latine, Éd. FPH (38, rue Saint-Sabin, 75011 Paris), 1997.

<sup>3</sup> Cf. « Vive la banane! », Spore n° 74 (avril 1998).

<sup>4</sup> Secrétaire exécutif du réseau « Agricultures paysannes et modernisation en Afrique » (APM-Afrique, BP 10008, Yaoundé, Cameroun; fax : + 237 20 50 20). Il a tenu ces propos lors d'un séminaire régional, tenu fin janvier 1998 à Ebolowa, dans le Sud-Cameroun, et organisé avec le soutien du CTA.

<sup>5</sup> Un thème mis au menu du réexamen du contrat-plan qui associe à la gestion de la filière l'État, l'opérateur CMDT (Compagnie malienne des textiles) et le SYCOV.

<sup>1</sup> Cf. Paroles paysannes (septembre 1998), brochure éditée par l'AFDI (11, rue de la Baume, 75008 Paris; fax : + 33 1 42 89 58 16).

<sup>2</sup> Réunion organisée avec l'appui d'ONG, le Collectif stratégies alimentaires (Belgique) ainsi que SOS faim Belgique et Luxembourg.

## Lutte "musclée" contre les sauterelles et les criquets



Criquet *Ornithacris turbida* tué par un champignon entomopathogène (*Metarhizium flavoviride*), utilisé pour la réalisation de mycopesticides.

Des négociations ont commencé avec trois entreprises pour la production à l'échelle industrielle et la vente de Green Muscle®, un insecticide biologique contre les sauterelles et les criquets. Il s'agit de le rendre plus accessible aux paysans qui pâtissent des dégâts de ces insectes. Green Muscle® est constitué de spores du champignon *Metarhizium* (voir Spore 52, p. 12). Bien qu'il soit utilisé de la même façon qu'un pesticide chimique, son effet est beaucoup plus lent puisqu'il faut six à dix jours pour venir définitivement à bout des ravageurs. Durant cette période, les insectes touchés perdent progressivement de leur virulence, se déplacent plus lentement et mangent beaucoup moins que des insectes sains.

Green Muscle (la marque est déposée au Royaume-Uni) a été développé par un groupe d'organisations internationales de recherche

appelé LUBILOSIA (Lutte Biologique contre les Locustes et les Sauterelles). LUBILOSIA est un projet commun de CAB International, de la GTZ, de l'unité béninoise de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et d'AGRHYMET/DFPV au Niger.

Produit au Niger et au Bénin dans des unités pilotes, Green Muscle® est diffusé sous la forme d'une poudre sèche qui doit être dissoute dans un mélange 70/30 de pétrole et d'huile d'arachide (par exemple) avant d'être pulvérisée. Green Muscle® n'affecte pas les mammifères, les poissons ou les oiseaux, mais il faut l'appliquer avec précaution à proximité des abeilles.

Sources et informations complémentaires :  
Site Web : <http://www.cgiar.org/spipm/lubilosia>  
International Institute of Tropical Agriculture  
Plant Health Management Division  
Biological Control Centre for Africa  
08 BP Tri Postal 0932  
Cotonou - BÉNIN  
Fax : + 229 350556  
E-mail : IITA-BENIN@cgnet.com

Dr Ba Diallo  
INSAH/CILSS  
BP 1530, Bamako - MALI  
Fax : + 223 222331

AGRHYMET/DFPV/CILSS  
BP 1101, Niamey - NIGER  
Fax : + 227 732435  
E-mail : Agrhymet.center@his.com

## Des prêts garantis par les récoltes stockées

L'octroi de prêts sur la base de garanties constituées par les stocks de grains pourrait donner prochainement un peu de souplesse financière aux paysans ghanéens, éthiopiens et zambiens. En effet, le Common Fund for Commodities (CFC) soutient un nouveau programme de crédit dans ces trois pays. Un effet positif important est que le paysan décide lui-même quand vendre sa récolte. Habituellement, la récolte est vendue dès la moisson faite, bien que les cours soient faibles à ce moment-là. Un autre avantage du programme serait donc une plus grande stabilité des cours. Le CFC, institution financière intergouvernementale créée par les Nations unies, fournit les fonds pour l'assistance technique et la formation. Le programme coûtera en tout 2 millions de dollars. Les prêts seront fournis par des banques

locales. Selon Jonathan Coulter, économiste agricole du Natural Resources Institute qui coordonnera le programme de prêts, l'objectif principal est de créer et de renforcer la confiance dans l'activité de stockage. Il a précédemment travaillé pour un programme semblable au Ghana avec environ 4 000 tonnes de manioc stockées représentant la récolte d'environ 1 000 paysans. Deux banques locales fournissaient les prêts.

Dr J.P. Coulter, Natural Resources Institute, University of Greenwich  
Central Avenue, Chatham Maritime  
Kent ME4 4TB, ROYAUME-UNI  
Fax : + 44 1634 880066  
E-mail : J.P.Coulter@gre.ac.uk  
Ou :  
Common Fund for Commodities  
P O Box 74656,  
1070 BR Amsterdam,  
THE NETHERLANDS  
Fax : + 31 20 6760231

## Le sida touche tous les foyers

Le sida est aujourd'hui reconnu comme une cause majeure de l'effondrement de la petite production agricole au Zimbabwe comme dans beaucoup d'autres pays. Selon le journal *Zimbabwean Farmer*, bien des familles ont perdu un des deux parents, ou même les deux. La réaction – celle du gouverneur du Mashonaland, Border Gezi, par exemple – a été d'insister sur la prévention (recommander aux jeunes une extrême discipline) et sur la reconstruction, au moyen de

projets qui encouragent les jeunes, pour beaucoup orphelins, à devenir paysans. Lors d'une conférence régionale qui s'est tenue à Harare en juin 1998, sur le thème « Réagir au sida : les besoins de développement technologique de la petite agriculture africaine », un appel urgent a été lancé aux ministres en charge du développement rural, pour qu'ils « intègrent le problème au cœur de leurs stratégies ». Le principal organisateur était le Southern African AIDS Information Dissemination Service (service d'information sur le sida en Afrique australe), soutenu par la Swedish International Development Agency, le PNUD, la Banque mondiale, l'UNAIDS, l'ISNAR et le CTA.

Mais des formules telles que « réagir activement aux besoins d'une population émergente » relèvent plus de l'incantation que de l'action, alors qu'il faudrait clairement admettre que le sida a décimé une bonne partie de la population active des deux sexes. Peut-être est-il temps de traiter l'épidémie de sida pour ce qu'elle est : une catastrophe humaine qui exige des actes plus que des mots.

SAFAIDS, PO Box A 509  
Avondale, Harare - ZIMBABWE  
Fax : + 263 14 336195  
E-mail : info@safaid.org.zw

## La production d'attiéké : une affaire qui marche

L'attiéké est un délicieux cous-cous obtenu à partir de la racine du manioc. À Bouaké (Côte d'Ivoire), les productrices d'un groupement à vocation coopérative sont aujourd'hui satisfaites. Grâce à une unité semi-industrielle de transformation, mise au point par la Société ivoirienne de technologie tropicale (I2T), elles réalisent une production de 2,5 tonnes d'attiéké par semaine, et leur gain financier s'est accru de 25 %. Pour elles, c'en est fini du procédé traditionnel à la fois peu rentable (1 tonne d'attiéké par

semaine) et pénible. D'une utilisation simple, l'unité dont elles maîtrisent à présent le fonctionnement comprend : un broyeur pouvant traiter 800 kilos de manioc frais par heure, un semouleur-défileur d'une capacité de 300 kilos par jour, un essoreur d'une capacité de 100 kilos par heure et un cuiseur d'une capacité de 500 kilos par jour. Cette unité de production d'un coût équivalant à 12 000 dollars\*, y compris les frais d'installation, s'est révélée bien adaptée aux groupements de femmes à vocation coopérative en

milieu urbain, auprès desquels elle est diffusée. Il n'est pas anodin que les femmes ivoiriennes aient accès à cette toute nouvelle technologie de transformation puisque la commercialisation du manioc, sous toutes ses formes, est leur apanage quasi exclusif et que le manioc représente 20 % de la production vivrière de la Côte d'Ivoire.

\* 1 dollar US vaut environ 550 FCFA.

Dognegnema Coulibaly  
HEVEGO  
BP 7572, Abidjan - CÔTE D'IVOIRE  
Fax : + 225 22 17 11



Vendeuses d'attiéké au marché d'une petite ville proche de Bouaké (Côte d'Ivoire).

## DU CÔTÉ DES REVUES

■ **LE GEOÏDE, BULLETIN DE LIAISON DES INFORMATIONS SUR LES SCIENCES DE LA TERRE**



Ce bulletin bimestriel a pour objectif d'aider au développement de l'Afrique en formant des hommes et des femmes capables de seconder valablement les ingénieurs agronomes dans leurs tâches de tous les jours aux bureaux d'études et sur le terrain. Outre qu'il aborde des sujets intéressants les techniciens géomètres-topographes et géomètres, ce bulletin traite également des attributions d'un technicien VRD (voiries et réseaux divers) dans des disciplines telles que l'hydraulique urbaine, l'assainissement agricole, l'assainissement des agglomérations, le drainage et l'irrigation. Deux sujets d'exercice par parution de bulletin sont proposés et des prix sont attribués aux « gagnants ».

Pour se procurer ce bulletin :  
Messanvi K. Lacle  
La Flèche du Nord  
BP 164  
Natiingou - BÉNIN  
Fax : + 229 821 255

■ **MANUEL DE PLANIFICATION DES MARCHÉS DE VENTE AU DÉTAIL**

Les formes traditionnelles de marchés de gros et de détail restent les maillons les plus importants de la chaîne qui relie le producteur au consommateur. Ce manuel est un complément du guide déjà publié par la FAO en 1994, traitant de la planification et de la conception des marchés de gros (*Bulletin des services agricoles*, n° 90)

Bulletin des services agricoles de la FAO, n° 121  
FAO, Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 6 5 7 05 31 52  
ISBN 92-5-203732-2  
248 pages  
Prix : 19 \$ (environ 110 FF)

■ **REVUE DE PRESSE SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL EN CÔTE D'IVOIRE**

Couvrant les trois principaux quotidiens ivoiriens, cette revue rassemble déjà près de 1 000 articles classés thématiquement et édités en volumes. Par exemple, le dossier « Femmes » contient des articles parus de mars 1997 à juin 1998 dans la presse ivoirienne. Diffusé séparément, un index général reprend les sommaires de tous les volumes et en récapitule les sources. Actualisé en permanence, il permet de commander des compilations spécifiques.

Michel Custers  
Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER)  
BP V 183  
Abidjan - CÔTE D'IVOIRE  
Tél. : + 225 21 16 88 poste 165; fax : + 225 21 10 58

■ **REVUE SCIENTIFIQUE DU TCHAD**

Après deux années d'interruption, le Centre national d'appui à la recherche (CNAR) réédite la *Revue scientifique du Tchad* dans une présentation renouvelée. Cette revue a pour objectif de valoriser les travaux des chercheurs tchadiens et étrangers ayant pour centre d'intérêt le Tchad, quelle que soit leur spécialité. Le premier numéro, paru en juin 1998, présente le bilan résumé (en français et en anglais) des travaux menés tant en laboratoire que sur le terrain dans des domaines tels que l'environnement, l'agriculture, l'élevage et la géologie.

Baba El-Hadi Mallah  
Directeur du CNAR  
BP 1228  
N'Djamena - TCHAD  
Tél. : + 225 52 25 15; fax : + 225 52 32 14  
E-mail : cnaruser@sdntcd.undp.org

## Tous en scène !

Le théâtre est souvent considéré comme un miroir dans lequel les spectateurs sont invités à regarder leur reflet, et la comédie est depuis longtemps un moyen efficace de débutsquer des défauts en faisant rire. Au Tchad, le Programme d'animation à l'autopromotion paysanne de l'antenne APICA a utilisé ce « pouvoir du miroir » pour aider les organisations paysannes à faire passer leurs messages de développement. Objectif : mettre à la disposition des groupements des outils leur permettant de bien fonctionner. Pour que le théâtre remplisse pleinement sa mission d'animation, de formation, de vulgarisation mais aussi de remède en milieu paysan, il ne s'agit pas d'improviser. Trois ingrédients sont indispensables afin que le spectacle produise ses effets : un scénario adapté aux problèmes spécifiques du milieu observé, des acteurs qui jouent juste et un metteur en scène qui maîtrise l'outil du développement comme celui du théâtre. Un suivi s'impose après la pièce. Bien montée, elle fait prendre conscience de certains dysfonctionnements. Dans la région de Moissala comme au centre de Djoli, les questions posées après la pièce trouvent non seulement que le principe de l'atelier-théâtre est bien accueilli, mais que les paysans saisissent la portée du message, mieux encore qu'au cours d'une animation classique. De quoi espérer que l'approche se généralise et que les tréteaux se multiplient.

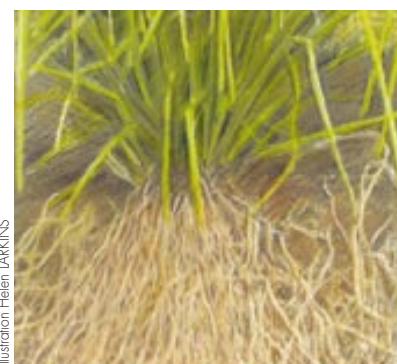
Nicaise Ahanda  
Responsable de l'antenne APICA du Tchad  
BP 208, Sarh - TCHAD  
Fax : + 235 68 13 09

## Des barrières végétales contre l'érosion du sol : l'expérience du Ghana

Dans les zones forestières du Ghana, l'érosion frappe les sols cultivés sur les pentes des collines. Pour la contenir, un système de barrières végétales a été mis en place par une unité de recherche du Crops Research Institute. Du vétiver (*Vetiveria zizanioides*), deux types de citronnelle (*Cymbopogon nardus* et *Cymbopogon citratus*) et de l'ananas ont été plantés en lignes de bordure des terres. Résultat : le vétiver vient en tête de ces gardiens de la productivité des sols, avec une diminution des pertes de l'ordre de 58 %, contre 46 % pour la citronnelle et 42 %

pour l'ananas. Les rendements du maïs cultivé dans ces champs « protégés » ont augmenté dans les mêmes proportions. Cette technique fait à présent l'objet de démonstrations auprès des producteurs ghanéens, et son taux d'adoption sera évalué d'ici à la fin de l'année.

S. Ossi-Yéboa  
Crops Research Institute  
PO Box 3826  
Kumasi - GHANA  
Fax : + 233 5 16 03 96



Le vétiver est souvent utilisé en barrières anti-érosives en raison de son système racinaire très dense.

## Les feuilles de niébé se mangent aussi Seychelles : les poissons mordent de moins en moins



Des feuilles de niébé.

Le niébé (*Vigna unguiculata*) est une importante source de protéines. S'il est d'usage courant d'en consommer les graines, les feuilles, pour leur part, ne sont ni négligeables ni négligées, notamment au Ghana. Les fanes y sont utilisées aussi bien pour l'alimentation des animaux (particulièrement en période de soudure) que pour celle de l'homme. Dans les hautes régions et dans la région de la

Volta, les feuilles tendres (troisième et quatrième feuilles) sont cueillies dès le vingt-huitième jour après le semis et jusqu'à la mi-floraison. Bien entendu, aucun pesticide ne doit être utilisé avant la cueillette. Directement cuites dans un ragoût ou de la soupe, les feuilles de niébé ont la même valeur énergétique que l'épinard. Selon les variétés, elles contiennent 28 à 34 % de protéines (contre 17 à 24 % pour les grains) ainsi que de la vitamine C et des minéraux. Des cultures de niébé dont les feuilles ont été cueillies deux à quatre fois ont donné des rendements en grains avoisinant une tonne à l'hectare, tandis que les rendements en fourrage pour animaux se sont situés entre 1,4 et 2,2 tonnes à l'hectare. Un conseil, toutefois : pour bénéficier pleinement des vertus vitaminiques de la feuille de niébé, il faut la cueillir dans la matinée...

H.K. Adu-Dupaah  
Crops Research Institute  
PO Box 3875  
Kumasi - GHANA  
Fax : + 233 5 16 03 91

Seulement 163 tonnes de poisson ont été débarquées aux Seychelles cette année contre 500 tonnes à la même époque l'an dernier, soit une chute de 60 % qui correspond à une perte de 600 000 dollars US pour les

pêcheurs. Le déclin des prises a conduit à une pénurie de poisson sur les marchés de l'île. C'est un problème important, car les Seychellois sont gros consommateurs de poisson.  
Afrique Agricuture, août 1998

### COURS

#### LA GESTION DES RÉSEAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN ZONES PÉRIURBAINES ET DANS LES PETITS CENTRES

3-21 mai 1999, Ségou - MALI

Cours théoriques, études de cas, visites de terrain et travaux de groupes s'adressant aux cadres techniques, ingénieurs, techniciens supérieurs, responsables d'animation, responsables des collectivités locales et territoriales en charge des problèmes d'alimentation en eau potable.

Centre de formation continue  
EIER/ETSHER (CEFOC)  
01 BP 594  
Ouagadougou 01 - BURKINA FASO  
Tél. : + 226 31 92 18/25 ; fax : + 226 31 92 26  
E-mail : etsher@fasonet.bf  
Responsable de formation : Mohamed Salih-Maiga

#### FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DANS LE DOMAINE DE L'EAU

12 avril-2 juillet 1999, Liège - BELGIQUE

Ces cycles de formation s'adressent particulièrement aux ingénieurs, gestionnaires et agents d'entreprise ayant dans leurs attributions la gestion des eaux. Quinze bourses sont disponibles pour cette session 1999.

Conditions de participation : être détenteur du diplôme d'enseignement universitaire ou supérieur ; être capable d'assimiler la partie technique du stage ; être placé sur le plan professionnel à un poste de responsabilités dans les secteurs public ou privé.

Institut supérieur des techniques de l'eau  
2, rue Armand-Stévant  
4000 Liège - BELGIQUE  
Tél./Fax : + 32 41 66 92 79

#### LE SÉCHAGE ET LA VALORISATION DU KARITÉ ET DE L'AÏÉLÉ

1-3 décembre 1999, Ngaoundéré - CAMEROUN

Les objectifs de ce séminaire-atelier sont de faire le point sur les recherches entreprises sur le séchage, de constituer une base de données sur ce thème, de sensibiliser les chercheurs, opérateurs économiques et responsables des ONG à la fabrication des petits équipements (séchoirs, presses...) et aux technologies de conservation.

Contact :  
Pr C. Kapseu, coordinateur  
Séminaire séchage  
ENSAHUT, université de Ngaoundéré  
BP 455  
Ngaoundéré - CAMEROUN  
Tél. : + 237 25 27 51  
E-mail : kapseu@syfed.cm.refer.org

Si vous souhaitez participer à ces formations, veuillez écrire aux adresses indiquées ci-dessus et non au CTA

## Les nouveautés du Web

### ID21 ou l'information pour le développement au XXI<sup>e</sup> siècle



Le département du développement international (DFID) du Royaume-Uni soutient la mise en œuvre d'un site Web permettant de relier chercheurs, décideurs et praticiens du développement. Hébergé par l'Institute of Development Studies, ce site propose une base de données interrogeable en ligne et présentant le résumé des plus récentes études dans les domaines économique et social.

Site Web : <http://www.ids.ac.uk/id21>  
ou : <http://www.id21.org>

### Le site du centre régional AGRHYMET (Niamey, Niger)



Via ce site, AGRHYMET diffuse durant toute la saison des pluies (mai à novembre) un bulletin sur la situation météorologique, hydrologique et agricole dans neuf pays du Sahel. Ce bulletin synthétise les informations importantes pour la sécurité alimentaire et l'alerte précoce dans cette zone. On y trouve aussi des informations sur l'état des travaux culturaux et le suivi du cycle végétal (cultures et pâturages), la situation phytosanitaire et les risques liés aux ravageurs.

Site Web : <http://www.agrhyment.ne/htmlcilss.htm>

### Communication pour le développement en Amérique latine



Au Chili et au Mexique, la FAO a établi un réseau informatique fournissant aux producteurs des informations essentielles sur les cultures, les intrants, les prix, les marchés, les conditions climatiques, les services sociaux et les opportunités de crédit. Les messages sont transmis via Internet par les organisations paysannes, puis communiqués individuellement à des agriculteurs et à des associations.

Site Web : <http://www.fao.org/waicent/faoinfo/sustdev/cddirect/cdan0005.htm>

### La première expo virtuelle au monde sur l'apiculture



En français, en anglais, en espagnol ou en allemand, vous trouverez sur ce site toutes sortes d'informations sur l'apiculture, les abeilles et le miel. Par exemple, les revues intéressantes, les dernières nouvelles, les annonces de conférences, foires commerciales et expositions. Vous trouverez aussi des liens vers les plus importants laboratoires, institutions de recherche ou associations concernés par l'apiculture. Enfin, ce site propose un forum où vous pouvez poser des questions et recevoir des réponses et des conseils personnalisés.

Contact : Josephine Carter, « Le Terrier », 24420 Coulaures - FRANCE  
Fax : + 33 5 53 05 44 57  
E-mail : [communicate.now@apiservices.com](mailto:communicate.now@apiservices.com)  
Site Web : <http://www.apiservices.com>

### Les revues scientifiques africaines arrivent sur Internet



Peut-être voulez-vous lire *African Crop Science Journal* ou *Zimbabwe Veterinary Journal* régulièrement, mais vous n'avez pas accès à leurs exemplaires papier ? Jetez un coup d'œil sur le site Web African Journals Online (AJO) qui donne accès au sommaire ou encore aux articles en texte intégral. AJO est un nouveau projet de l'INASP (International Network for the Availability of Scientific Publications), réseau international qui met à disposition des publications scientifiques. Il propose pour les revues concernées des numéros publiés à partir de 1997. Des photocopies des articles peuvent être obtenues directement de l'INASP. Les recettes correspondantes seront rétrocédées aux revues. Pour l'instant, onze revues sont disponibles sur AJO.

INASP, 27 Park End Street, Oxford OX1 1HU - ROYAUME-UNI  
Fax : + 44 1 865251060 ; E-mail : [inasp@gn.apc.org](mailto:inasp@gn.apc.org)  
Site Web : <http://oneworld.org/inasp/info/reseau.html>

### WAICENT, la plaque tournante



À partir de sa page d'accueil principale, la FAO offre désormais un accès à ses 40 bases de données indépendantes sur l'agriculture, les pêches et la forêt. Ce portail d'informations s'appelle WAICENT (World Agriculture Information Centre). Le site est construit autour de trois composantes majeures :

- FAOINFO, qui donne accès à l'information multimédia, telle les archives photos ou vidéos de la FAO, des bases de données bibliographiques et une grande bibliothèque

agricole en microfiches ;

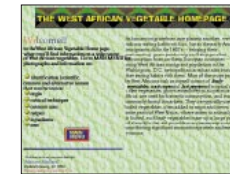
- FAOSTAT, qui propose une collection de statistiques sur la démographie, l'agriculture, les pêches et la forêt, couvrant 210 pays ou territoires ;

- FAOSIS, qui concerne des systèmes d'information très spécialisés. Il comprend le système mondial d'information et d'alerte rapide, qui fournit des rapports mondiaux sur la production et les marchés agricoles, ainsi que des rapports pays par pays. Une autre composante de FAOSIS - le Système de prévention des urgences (Emergency Prevention System) - fournit des informations sur les maladies et parasites des plantes et des animaux.

Le site est proposé en arabe, anglais, français et espagnol. Pour développer l'accès à WAICENT là où Internet n'est pas encore disponible, la FAO a produit une série de CD-Rom.

Francisco Pérez-Trejo, directeur, Library & Documentation Systems Division GII,  
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 6514 6172 ; E-mail : [Stephen.Katz@fao.org](mailto:Stephen.Katz@fao.org)  
Site Web : <http://www.fao.org/waicent/waicente.htm>

### Découvrir les légumes de l'Afrique de l'Ouest



Ce site propose des informations sur une gamme de légumes ouest-africains tels que la feuille de patate douce, l'échalote, l'amaranthe, etc. Il décrit leurs origines, les techniques de culture et les utilisations les plus courantes et inclura bientôt des recettes.

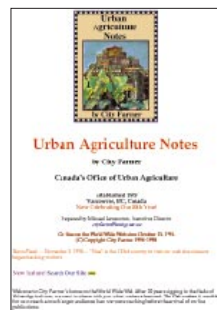
Site Web : <http://www.wam.umd.edu/~mathewsc/>  
E-mail : [Mathewsc@wam.umd.edu](mailto:Mathewsc@wam.umd.edu)

## Paysans des villes

Des millions d'hommes et de femmes cultivent désormais dans les villes (voir *Spore* n° 77). Ils installent leurs cultures sur des bas-côtés inutilisés des rues ou des routes comme sur de périlleuses toitures, logent leurs animaux dans les immeubles abandonnés, recyclent en compost les déchets organiques.

La plupart des paysans des villes sont très pauvres et travaillent sans appui des politiques ou des services des États ; ils n'ont accès ni au crédit, ni aux techniques. Ils utilisent parfois des méthodes dangereuses pour la santé, économiquement peu efficaces et socialement inéquitables.

Un nouveau programme de soutien de la recherche, AGROPOLIS (sans relation avec Agropolis, centre de recherche et d'information à Montpellier, France), vise à développer les connaissances sur l'agriculture urbaine et périurbaine, et à promouvoir ainsi le développement de mesures financières et politiques dans ce domaine. Il soutient des recherches innovantes au niveau du master et du doctorat, mises en œuvre avec des parte-



naires non universitaires tels que les organisations communautaires ou les conseils municipaux. Les bourses sont attribuées prioritairement aux chercheurs des pays en développement. Elles peuvent atteindre 20 000 dollars canadiens, pour des projets durant de 3 à 12 mois. AGROPOLIS fait partie du récent Groupe de soutien à l'agriculture urbaine financé par la FAO, le PNUD, le CRDI et la Netherlands Development Agency (NEDA - autrefois DGIS).

AGROPOLIS, c/o IDRC  
PO Box 8500  
Ottawa, Ontario  
CANADA K1G 3H9  
Fax : + 1 613 567 7749  
E-mail : [Agropolis@idrc.ca](mailto:Agropolis@idrc.ca)  
Site Web : <http://www.cityfarmer.org>

Nous publions dans la rubrique « Boîte postale 380 » des extraits de lettres adressées à la rédaction, sélectionnés en fonction de leur intérêt potentiel pour les autres lecteurs de *Spore*.

Vous pouvez aussi soumettre à la rédaction de courts articles concernant l'agriculture et le développement rural dans les pays ACP. Les articles sélectionnés seront publiés dans la rubrique « En Bref ». Adressez informations et manuscrits au CTA, Comité « Spore » (adresse au dos du bulletin). Attention : les manuscrits ne seront pas retournés.

Enfin, pour la rubrique « Point de Vue », la rédaction sélectionne, parmi les propositions, des articles traitant de questions générales sur le développement agricole.

### LA PHYTOVIROLOGIE EN AFRIQUE

Pr Roger Hull, de Norwich, en Angleterre, réagit à l'article publié dans *Spore* 76 intitulé *L'avenir de la phyto-virologie en Afrique*. « Je suis pleinement d'accord avec la nécessité d'augmenter les actions en faveur de la virologie en Afrique. Il suffit de voir les problèmes en Ouganda avec la mosaïque du manioc (ACMV) déferlant du nord et la maladie des stries brunes (BSV) progressant par le sud. Comme vous l'avez indiqué, il y a trois aspects, le diagnostic, l'épidémiologie et la résistance ou le contrôle. Pour le premier, je considère que la meilleure solution serait d'avoir des centres régionaux de diagnostic, par exemple en Afrique australe, en Afrique orientale et en Afrique de l'Ouest. Le fait d'avoir des centres régionaux permet de surmonter en partie les problèmes de quarantaine. Ces centres peuvent être établis initialement pour une culture cible et ensuite se développer pour couvrir d'autres cultures. S'ils sont liés à un ou plusieurs laboratoires dans des pays industrialisés, les diagnostics peuvent être établis en coopération avec ceux-ci. L'épidémiologie devrait être du ressort des Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA), et là encore, une contribution extérieure est nécessaire. Il faut également un forum permettant d'échanger les expériences et les informations de façon régulière – pourquoi pas une Société africaine de phytopathologie? Avec l'utilisation accrue des technologies de l'information, il pourrait aussi exister un ou plusieurs sites Web pour une communication efficace. À propos du contrôle ou de la résistance, il y aurait beaucoup à dire en faveur de la protection transgénique contre les virus. Je viens de terminer une étude sur les voies d'absorption du riz transgénique et il est probable qu'une initiative sera prise pour tester la protection transgénique contre la mosaïque jaune du riz (RYMV) en Afrique.

Je soutiendrais donc l'étape initiale d'organiser une conférence, mais celle-ci doit avoir un objectif défini. Je suggère que l'objectif initial soit la mise en place d'un forum approprié et le regroupement de personnes qui pourraient donner des conseils sur la manière dont

chaque pays peut bénéficier de tous les progrès importants pour s'attaquer à ses problèmes de virologie. »

Dr Mawuena Y. Dieudonné Gumedzoe de l'Université du Bénin approuve également l'article *L'avenir de la phyto-virologie en Afrique*. « Les virologues doivent faire des propositions concrètes aux décideurs. L'établissement d'un Centre africain d'excellence en phyto-virologie est une bonne idée. Nous devons indiquer le coût d'un tel centre. Quels devraient être ses liens avec les autres centres existants du GCRAI, les SNRA et les ONG? Les objectifs d'un tel centre pourraient être de mener une recherche fondamentale et appliquée dans le domaine de la phyto-virologie par le biais de sessions de formation et de projets collaboratifs. Le Centre devrait produire des antisérums et mettre au point des techniques de diagnostic pour les SNRA. »

Dr Luther Bos de l'Institut de recherche pour la protection des plantes, à Wageningen, aux Pays-Bas, nous a adressé des remarques critiques sur le même article. « Pourquoi vous concentrez-vous sur l'Afrique subsaharienne? Est-ce pour inclure l'Afrique du Sud en espérant soit qu'elle progresse maintenant assez vite pour pouvoir apporter son soutien à d'autres régions d'Afrique, soit qu'avec les changements politiques récents il puisse y avoir des soutiens moraux et financiers venant d'ailleurs pour l'aider à aider les pays voisins? Ne serait-il pas plus réaliste de parler simplement de l'Afrique tropicale? Sinon, pourquoi ne pas inclure la partie islamique du continent? Grâce à la virologie de l'ICARDA, dont les enquêtes systématiques en continu dans la région ont produit divers résultats inattendus, nous en savons maintenant beaucoup plus sur les virus des légumineuses cultivées du Maroc à l'Iran et de la Turquie au Yémen, au Soudan et à l'Éthiopie.

Vous passez sous silence le travail effectué au laboratoire de virologie tropicale d'Agropolis à Montpellier, France, par Thouvenel et son équipe, poursuivant le travail commencé à Adiopodoumé. (...) Quant à votre suggestion d'un "Centre d'excellence" local, un bon travail en phyto-virologie exige la continuité pour le développement d'une compétence et d'équipements fiables. Il faut une certaine taille et une répartition interne du travail pour justifier l'achat d'équipements coûteux, et pour la masse critique. Un tel centre doit aussi être indépendant des gouvernements nationaux pour rester en dehors de la politique locale et assurer la continuité et l'indépendance par rapport aux vents politiques qui changent de direction chaque fois qu'un gouvernement tombe.

Vous avez souligné avec justesse que la virologie est caractérisée par des besoins particuliers. La plupart des administrateurs ne sont pas suffisamment conscients de la nature particulière des virus et des problèmes spécifiques qu'ils posent pour la recherche et pour leur contrôle.

Vous avez aussi raison de dire que les cours de formation destinés au personnel tropical répondent de moins en moins aux attentes en raison du manque d'expérience tropicale dans les pays avancés. »



Illustration Helen DARRINS



Mme Tsakani Ngomane est directrice des Services régionaux de vulgarisation du ministère de l'Agriculture, des Terres et de l'Environnement pour la province du Nord en Afrique du Sud. La lutte pour l'égalité des femmes et des hommes dans l'agriculture est au cœur des préoccupations de cette spécialiste en économie domestique agricole. Actuellement vice-présidente du comité consultatif du CTA, elle entend contribuer au débat sur les relations entre l'Union européenne et les 71 États ACP au-delà de l'an 2000, après l'expiration de la Convention de Lomé.

## La guerre des sexes n'aura pas lieu

À l'heure où nous tentons de définir les futures options de partenariat entre l'UE et les États ACP, nous devons faire valoir le rôle majeur des femmes dans l'agriculture. Alors qu'elles assument le plus gros des travaux agricoles et de la transformation, elles ne font pratiquement que survivre dans un secteur dominé par les hommes. Nous devons faire de l'équité entre hommes et femmes un souci dominant et une composante à part entière de la gestion des initiatives et du développement agricole.

Le Livre vert publié par l'UE en septembre 1997 évoquait de nouveaux partenariats, notamment une participation plus active des acteurs non gouvernementaux. Il englobait nombre d'objectifs complémentaires, parmi lesquels la lutte contre la pauvreté, la promotion du développement durable et l'intégration progressive de l'agriculture des pays ACP dans l'économie mondiale. Tout en préconisant une croissance économique fondée sur la compétition et le développement du secteur privé par le biais de l'intégration régionale et du développement du commerce, ce document cherchait à combiner les intérêts de l'économie, de l'environnement et de la société, tout en tenant compte de la variabilité des situations d'un pays à l'autre (processus de différenciation).

En guise de réponse, le groupe ACP élaborait la Déclaration de Libreville en novembre 1997. Ce document invitait à une plus grande unité et mettait l'accent sur trois axes prioritaires : la croissance, la compétitivité et l'emploi, les politiques sociales et culturelles, et l'intégration régionale. Tous trois étaient sous-tendus par des principes directeurs : le soutien aux institutions et le renforcement des capacités, la prise en compte des spécificités hommes/femmes et une gestion durable de l'environnement. Ces choix stratégiques ont été réaffirmés en mai 1998 par le Comité des ambassadeurs ACP et le Forum des ONG ACP. Ils mettent l'accent sur l'élimination de la pauvreté et sur la promotion de l'égalité des sexes, ainsi que sur les préoccupations liées à leur spécificité dans les cycles des projets : les femmes sont tout autant participantes que bénéficiaires du processus de développement.

Des objectifs ont été fixés pour garantir que les questions de genre soient parfaitement intégrées d'ici à l'an 2000. Mais, à moins que des mesures sérieuses ne soient prises

pour les atteindre concrètement, ils sont pour l'heure très discutables.

### Viser plus juste

Je suis convaincue que corriger l'inégalité évidente entre hommes et femmes est un préalable majeur à la mise au point de programmes sociaux et économiques dans les pays ACP. Car les femmes – particulièrement les femmes rurales à faibles ressources – y sont des intervenants clés. Dans le seul secteur agricole, leur rôle dans la production dépasse de loin leur rôle dans la reproduction. Actrices invisibles, leur contribution au développement socio-économique, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté est mal comprise et le plus souvent délibérément sous-estimée.

À l'échelle mondiale, les femmes produisent plus de la moitié des denrées alimentaires provenant des cultures. En Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes, elles produisent jusqu'à 80 % des aliments de base, mais reçoivent moins de 5 % des ressources en vulgarisation et formation. Qu'il s'agisse de production primaire, de conservation des ressources, de besoins en formation, de développement technologique, du foncier, ou de l'accès au crédit, la nécessité de cibler les vrais demandeurs ne sera jamais assez soulignée.

Les institutions de développement doivent cesser de considérer les questions de genre comme une lutte de pouvoir entre hommes et femmes, et plutôt se demander qui est le premier client et l'utilisateur final des services qu'elles fournissent. La réponse à cette question déterminera les politiques de recrutement, les programmes de renforcement des capacités, l'affectation des ressources agricoles (terres, intrants), la mise au point de technologies appropriées et les stratégies de vulgarisation.

Le débat post-Lomé indique la voie à suivre pour intégrer la notion de genre. Pour moi, les questions de genre touchent à tous les domaines et sont inséparables du dévelop-

pement agricole au sens large. Cependant, les institutions de pointe dans ce secteur doivent prendre des mesures fermes pour impliquer les femmes à tous les niveaux, si l'on veut que l'objectif de l'an 2000 devienne réalité. Nous voulons voir plus de femmes compétentes au niveau de la décision politique, plus de femmes spécialistes en vulgarisation et en économie domestique dans les institutions de recherche, dans les organismes de formation, dans les fermes, dans les usines de transformation et dans les salles de réunion. Plus de femmes à tous les niveaux de la chaîne agricole.

### Aidez les hommes !

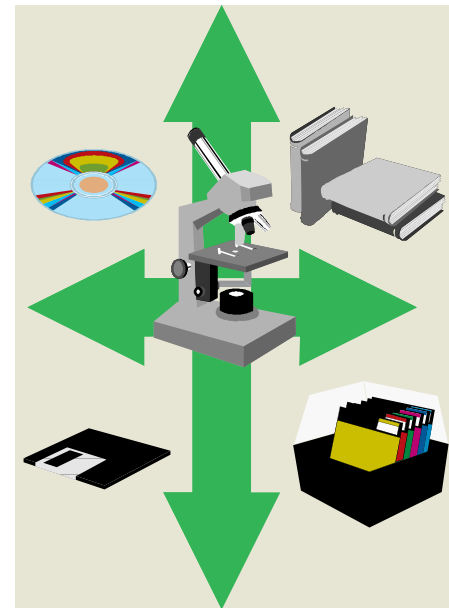
J'exhorte les femmes des pays ACP\* à renforcer leurs efforts d'organisation et à assister leurs partenaires masculins dans le développement afin de mettre en œuvre des programmes de gestion qui ne les marginalisent plus. Les accords entre l'Union européenne et les pays ACP traduisent un engagement mutuel à faire valoir le rôle des femmes et leur potentiel à renverser la situation de pauvreté de leurs pays.

Les mandats du CTA en gestion de l'information ont pour but d'améliorer l'accès aux technologies en vue d'augmenter la productivité agricole, le commerce, la sécurité alimentaire et le développement rural. L'accès des femmes à la décision dans les domaines du développement agricole et rural est au cœur de ces mandats. J'espère que nos décisions récentes de renforcer le travail du CTA dans l'analyse des besoins particuliers des organisations de femmes rurales, de mettre davantage l'accent sur les services de vulgarisation, et de coopérer en priorité avec les institutions dont les programmes sont axés sur la lutte contre la pauvreté et sur le rôle des femmes dans l'agriculture, permettront d'aborder de front le problème du ciblage du « bon client » et d'offrir un exemple aux institutions nationales ACP.

\* Une enquête récente a montré que plus de 90 % des lecteurs de *Spore* sont masculins.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.

## Institutions de recherche agricole : communiquer plus et mieux



Pour les dirigeants des institutions de recherche agricole des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre participant à cet atelier, il s'agissait de prendre conscience de l'enjeu de la communication dans le développement de leur institution, de maîtriser les techniques d'expression orale et de se familiariser avec les mass-médias (radio et télévision). Ainsi, l'atelier a mis l'accent sur la communication apte à inciter le public visé à adopter une innovation et à la mettre en pratique. Il s'est aussi concentré sur les clés d'une communication orale réussie, qu'il s'agisse de promouvoir l'image de l'institution ou de plaider pour un changement auprès d'un décideur.

En somme, le rôle du CTA est d'accompagner les leaders des organisations de recherche dans le développement de leurs compétences en matière de stratégie de communication, pour accroître la visibilité de leur institution, développer des partenariats et améliorer l'image de la recherche. Un atelier similaire est organisé conjointement par le CTA, l'ASARECA<sup>3</sup> et l'ICRAF<sup>4</sup> en décembre pour les dirigeants des institutions de recherche membres de l'ASARECA.

Les responsables de la recherche sont appelés à communiquer régulièrement avec des publics divers : ils doivent tour à tour informer, sensibiliser ou convaincre les producteurs, les consommateurs et autres opérateurs économiques, les décideurs politiques et les bailleurs de fonds, sans oublier les médias. Ce rôle stratégique de la communication dans le management moderne des institutions était au cœur d'un atelier que le CTA et la CORAF<sup>1</sup> ont organisé avec le concours technique de l'ISSIC<sup>2</sup>, à Dakar (Sénégal), du 21 au 25 septembre 1998.

<sup>1</sup> Conférence des responsables de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre.

<sup>2</sup> Institut supérieur des sciences de l'information et de la communication.

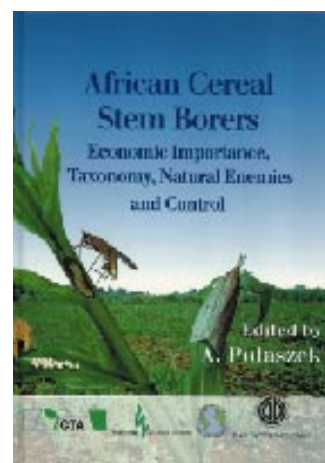
<sup>3</sup> Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa.

<sup>4</sup> International Centre for Research in Agroforestry.

## African cereal stem borers

Ce livre de référence en anglais, abondamment illustré, fournit toute l'information nécessaire à l'application de méthodes de lutte intégrée contre les foreurs de tiges des céréales en Afrique. Il décrit les espèces importantes sur le plan économique, par région et en fonction de leur biologie et des plantes hôtes, examine en détail leur taxinomie et celle de leurs ennemis naturels, et passe en revue les méthodes de lutte actuelles et à l'étude. Réalisé sous la direction d'Andrew Polaszek, cet ouvrage a bénéficié de la collaboration de nombreux spécialistes et organismes d'Afrique et des autres continents.

Coédition CABI/Université d'Agriculture de Wageningen/CTA, 1998, 540 pages  
ISBN 0-85199-175-0  
N° CTA 881  
80 unités de crédit



## Le rôle des universités dans les systèmes de recherche agricole en Afrique

En novembre 1997, l'ISNAR a organisé au Bénin, en collaboration avec le CTA, la DSE, la GTZ et le BMZ, un atelier sur le « Renforcement du rôle des universités au sein des systèmes nationaux de recherche agricole en Afrique subsaharienne » (voir *Spore* 74, p. 12). Ce rapport en présente les principaux résultats et recommandations.

Coédition ISNAR/DSE/CTA, 1998  
ISBN 92-9118-038-6, 56 pages  
N° CTA 895  
5 unités de crédit



## Le réseau caribéen des ressources génétiques végétales est lancé

Le réseau caribéen des ressources génétiques végétales (PGRN) s'est assigné trois objectifs : relier par des partenariats et des alliances stratégiques les ressources importantes de la région des Caraïbes, créer la propriété intellectuelle permettant la mise au point et le lancement de nouveaux produits sur le marché, et encourager la participation des organisations du secteur privé au réseau en vue d'en assurer l'efficacité et la durabilité. Le plan de travail du PGRN devrait aussi reposer sur les informations du marché.

Le PGRN a tenu sa première réunion les 7 et 8 septembre 1998 à La Barbade, avec le soutien du CTA, de l'IPGRI<sup>1</sup>, de l'IICA<sup>2</sup>, de l'University of the West Indies et du CARDI<sup>3</sup>, le bureau représentant le CTA dans la région. Dans son allocution préparée en collaboration avec le PROCICARIBE<sup>4</sup> et l'IICA, le délégué de l'IPGRI a décrit la gestion des ressources génétiques végétales dans les Caraïbes et mis

en exergue le rôle de la recherche agronomique internationale et les options qui se présentent au réseau en termes de structure et d'activités.

Au cours de la réunion, un petit groupe a été chargé de dégager les priorités du réseau et de mettre au point un plan de travail qui sera ensuite soumis à l'approbation du comité directeur. Le groupe de travail devrait terminer sa tâche pour avril 1999 et le PGRN organisera sa deuxième réunion peu après.

<sup>1</sup> International Plant Genetic Resource Institute.

<sup>2</sup> Inter-American Institute for Co-operation in Agriculture.

<sup>3</sup> Caribbean Agricultural Research and Development Institute.

<sup>4</sup> Caribbean Agricultural Science and Technology System.

Paul Compton, Executive Secretary  
PROCICARIBE c/o CARDI  
Fax : + 868 645 35 73  
E-mail : procicaribe@cardi.org

## Gérer les pesticides dans la région du Pacifique

Quelque 50 délégués des îles du Pacifique et de Nouvelle-Zélande ont participé à un atelier organisé du 7 au 11 septembre 1998, à l'IRETA\*, à Samoa, en vue de faire le point sur l'utilisation des pesticides dans la région, prodiguer une formation de qualité en matière de manipulation et d'utilisation sûre des pesticides, ainsi que discuter des manières d'améliorer les formations en gestion des pesticides au niveau national et régional.

Les participants venaient d'horizons très divers, de l'enseignement scolaire à la santé publique, en passant par la recherche agronomique et le secteur commercial. La première partie de l'atelier a permis, au travers d'exposés des participants, de se faire une idée de la situation actuelle dans plusieurs pays dont Fidji, Kiribati, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Les exposés ont mis en exergue le

manque d'information technique sur le stockage et l'élimination des pesticides, le problème de l'accumulation des pesticides, la réutilisation de conteneurs vides, l'absence de relations entre les intervenants dans le domaine des pesticides et les moyens limités des pays en matière de formation.

Les participants à l'atelier ont ensuite suivi deux sessions de formation. La première, axée sur la sécurité, a abordé les formulations chimiques, le label et la toxicité du pesticide, la santé et les premiers soins, l'utilisation correcte de produits chimiques sur l'exploitation agricole et vis-à-vis de l'environnement. La seconde session, qui portait sur les principes de gestion, a examiné le rôle des pesticides comme composants efficaces de la lutte intégrée contre les ravageurs.

L'atelier s'est clôturé sur un certain nombre de recommandations au nombre desquelles la nécessité d'améliorer la formation au niveau

national, d'améliorer le matériel didactique dans la région et d'encourager le secteur privé à s'impliquer dans la formation. L'IRETA et l'University of South Pacific travaillent actuellement à mettre au point un diplôme en gestion des pesticides qui devrait en partie répondre aux questions soulevées lors de l'atelier.

\* Institute for Research, Extension and Training in Agriculture.

Dr Danny Hunter, The University of South Pacific  
Fax : + 685 229 33  
E-mail : hunter\_dh@samoa.net

Disponible au CTA : Pesticides et agriculture tropicale : dangers et alternatives (Schwab et al.)  
Coédition CTA/Margraf/PAN, 1993  
ISBN 3-8236-1225-5  
280 pages  
N° CTA 504  
20 unités de crédit

## Stratégies des agriculteurs pour l'orientation commerciale dans les pays ACP

Ce document résume les discussions et recommandations d'un séminaire organisé par le CTA fin 1995, en Irlande, en collaboration avec le Teagasc et le Département irlandais de l'Agriculture. Voir aussi *Spore* 61, p. 1-4 et 9, qui abordait les points forts de ce séminaire.

CTA, 1998, ISBN 92-9081-1617, 20 pages  
N° CTA 884, 5 unités de crédit



## Vente des publications du CTA

Le magazine *Spore* compte actuellement près de 24 000 abonnés dans les pays ACP et dans l'Union européenne, et quelque 20 000 organisations et ressortissants des pays ACP ont fait valoir leur droit d'obtenir, gratuitement, certaines publications du CTA.

Toutefois, le CTA ne peut étendre ces droits aux personnes et institutions se trouvant hors de la zone ACP. De plus, certains ressortissants ACP aimeraient recevoir davantage de publications que ne le permet l'acquisition d'unités de crédit.



Pour répondre à ces demandes, le CTA s'est mis en rapport avec une librairie allemande, TRIOPS, qui se chargera de vendre ses publications, y compris les abonnements au magazine *Spore*, dans le monde entier. L'adresse est la suivante :

TRIOPS  
Hindenburgstrasse 33  
64295 Darmstadt  
ALLEMAGNE  
Fax : + 49 61 51 31 40 48  
Email : triops@triops.de  
Site Web : <http://www.triops.de>

## Un nouveau crédit-livres chaque année

Les lecteurs et lectrices inscrits auprès du Service de diffusion des publications du CTA reçoivent une nouvelle somme d'unités de crédit chaque année à la date anniversaire de leur inscription. Si vous vous êtes inscrit(e) avant décembre 1997, vous recevrez avec ce numéro de *Spore* ou le suivant un nouveau bon de commande de publications qui précise cette somme. Les autres abonnés recevront leur bon de commande et leur nouveau crédit avec les futurs numéros de *Spore*.

Pour en savoir plus sur le système d'inscription, consultez la page 13 de *Spore* 77 ou le site Web du CTA <http://www.cta.nl>.

## Face aux changements les femmes du Sud

Plus qu'ailleurs, les femmes du Sud continuent d'être marginalisées par les systèmes religieux, culturels et juridiques qui gèrent leurs pays. Certes, ici ou là, l'hégémonie masculine paraît compromise par quelques initiatives féminines. Mais ne nous y trompons pas : tel un roseau, le pouvoir des hommes plie, mais ne se rompt pas. Le développement fait émerger de plus en plus nettement la tension entre deux savoirs. D'un côté, celui universel qui fonde depuis des lustres le pouvoir masculin. De l'autre, celui naissant des femmes qui apprennent aujourd'hui à composer avec la tradition et la font évoluer. La coexistence de ces



deux savoirs suppose de mettre hors circuit des continuités irréfléchies. Cet ouvrage aborde des thèmes importants, tels que

le phénomène associatif des femmes en Afrique, le crédit, le féminisme et la politique, les femmes et l'environnement urbain, leur mobilité professionnelle, les migrations féminines inter-africaines... À travers chacun d'eux, il montre comment les femmes du Sud participent aux mutations des mentalités et au devenir de leurs sociétés, et comment la pensée féministe s'y inscrit de manière irrévocable.

Sous la direction de Jeanne Bisillat  
Éditions de L'Harmattan  
5-7, rue de l'École polytechnique  
75005 Paris - FRANCE  
Tél. : + 33 1 40 46 79 22  
ISBN 2-7384-5637-5, 368 pages  
Prix : 190 FF

## Les Métiers de la solidarité internationale. Bénévoles, volontaires, salariés

Ce guide brosse le tableau des grandes tendances d'un secteur en pleine évolution et donne la



## Contrats et concertation entre acteurs des filières vivrières

Mbalmayo (Cameroun), du 7 au 11 juillet 1997.

La première partie de ce document de synthèse rassemble les contributions et les initiatives des producteurs pour trouver des débouchés à leurs productions et les pratiques des acteurs en aval des filières (revendeur, entreprise, association de consommateurs) pour s'assurer leur approvisionnement. La seconde partie rassemble des expériences plus élaborées qui portent tant sur l'amont que sur l'aval de la production.

Inter-Réseaux  
32, rue Le Peletier  
75009 Paris - FRANCE  
Fax : + 33 1 42 46 54 24  
E-mail : intereso@imaginet.fr  
Réseau Agricultures paysannes et modernisation  
BP 10008, Yaoundé - CAMEROUN  
Fax : + 237 20 55 20  
E-mail : apm@sdncom.undp.org

Réalisé par le groupe de travail « Marchés vivriers » d'Inter-Réseaux (voir Spore n° 77), ce dossier restitue les points forts du séminaire qui s'est tenu à

## Vers une vulgarisation participative. Étude de cas : le Zaïre



À l'heure où les services de vulgarisation font l'objet de critiques quant à leur efficacité, leur coût de fonctionnement et leur adaptation aux besoins, les stratégies nationales de vulgarisation doivent faire preuve de créativité. Le système national de vulgarisation du Zaïre est exemplaire à cet égard. Il évolue même à une vitesse peu ordinaire, grâce notamment à la participation active des agriculteurs rassemblés en associations ou coopératives. Cinq années d'efforts incessants ont permis de faire reposer ce système sur des

bases solides. Cet ouvrage en porte le témoignage. On y trouvera des applications concrètes de notions telles que la programmation décentralisée, la combinaison recherche-développement, la privatisation progressive et le développement endogène, mises au service des agriculteurs, sans distinction d'âge ni de genre.

FAO, Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 6 5 7 05 31 52  
Site Web : <http://www.fao.org/>  
78 pages + bibliographie  
Prix non communiqué

marche à suivre pour être bénévole, volontaire ou salarié. Il présente aussi un grand nombre de formations sur le développement, depuis les stages d'information jusqu'aux études universitaires et spécialisées.

Éditions de L'Harmattan, collection « Étudiants et développement »  
5-7, rue de l'École polytechnique  
75005 Paris - FRANCE  
Tél. : + 33 1 40 46 79 22  
ISBN 2-7384-5119-5  
270 pages  
Prix : 140 FF

## Des taurins et des hommes

Les taurins sont des petits bovins sans bosse. Au Cameroun et au Nigeria, ils sont très minoritaires par rapport aux zébus. Ils présentent pourtant l'avantage d'être mieux adaptés au milieu : plus résistants à la mouche tsé-tsé, ils pourraient aider à la mise en valeur des zones infestées et ils apparaissent dans certaines régions humides comme les seuls bovins aptes à favoriser l'interpénétration de l'agriculture et de l'élevage. Toutefois, leur élevage a toujours posé, tant au Cameroun qu'au Nigeria, des pro-

blèmes d'ordre religieux, social et politique étroitement imbriqués qui découragent bien des sociétés villageoises contemporaines. Résultat : les élevages de taurins sont en voie d'extinction alors que leur disparition signifierait une perte de stocks génétiques irremplaçables et de pratiques d'élevage anciennes et originales. « Laïciser » l'élevage du taurin afin de l'introduire dans une économie de marché reste à faire. Conçu dans cette perspective, ce livre, qui rassemble les contributions de géographes, d'ethnologues, d'an-



thropologues et de vétérinaires-zootecniciens, contribue à une meilleure compréhension du fonctionnement social des élevages de taurins et apporte une

description précise de ces animaux et de leur comportement.

Éditeurs scientifiques : Christian Seignobos, Eric Thys  
Collection « Latitudes 23 »  
ORSTOM éditions  
209-213, rue La Fayette  
75480 Paris cedex 10 - FRANCE

Diffusion :  
32, avenue Henri-Varagnat  
93143 Bondy cedex - FRANCE  
Fax : + 33 1 48 02 79 09  
E-mail : diffusion@bondy.orstom.fr  
ISSN 1278-348X  
ISBN 2-7099-1419-0  
399 pages, illustrations et graphiques  
Prix : 180 FF

## Du Sahel à la forêt tropicale. Clés de lecture des sols dans les paysages ouest-africains

Fruit de trente années d'explorations dans toute la zone tropicale, désertique et méditerranéenne, cet ouvrage est destiné aux chercheurs et ingénieurs pour leur permettre de décrypter les espaces tropicaux, de comprendre leur organisation afin d'identifier des pistes d'intervention dans leurs démarches de préservation et d'aménagement de l'environnement.

Auteur scientifique : Roger Bertrand  
Éditions du CIRAD,  
collection « Repères »  
Diffusion :  
Librairie du CIRAD  
BP 5035  
34032 Montpellier cedex 1  
FRANCE



ISSN 1251-7224  
ISBN 2-87614-316-X  
272 pages  
Prix : 250 FF  
(tarifs préférentiels aux organismes nationaux des pays du Sud)

## Forêts

Ce dossier rassemble des articles, des coupures de presse, des points de vue variés de scientifiques, d'associations de journalistes et de documentalistes, ainsi qu'une bibliographie pour une contribution à une forêt durable.

Auteurs : P. Guy, A. Fraval, M. Arbez  
INRA Éditions, collection « Dossiers de l'environnement », n° 15  
Route de Saint-Cyr  
78026 Versailles cedex - FRANCE  
Fax : + 33 1 30 83 34 49  
E-mail : dessauva@versailles.inra.fr  
Site Web : <http://www.inra.fr/>  
ISBN 2-7380-0785-6  
194 pages, prix : 150 FF

## Les Terres Hardé. Caractérisation et réhabilitation dans le bassin du lac Tchad

Le sommaire des Cahiers Scientifiques n° 11 est constitué de onze articles écrits par des chercheurs du CIRAD, de l'ORSTOM et de l'IRA. À partir du cas particulier des terres Hardé, cette vaste étude ouvre des champs d'investigation intéressants pour la régénération d'autres types de sols pauvres et le maintien ultérieur de leur fertilité.

Coédition CIRAD-Forêt/ORSTOM/IRA  
Pour se procurer l'ouvrage :  
CIRAD-Forêt, Service Publications  
45 bis, avenue de la Belle-Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne cedex  
FRANCE  
Fax : + 33 1 43 94 43 29  
ISBN 2-87614-098-5  
Prix France : 280 F TTC, 40 % de réduction pour les pays du Sud (organismes nationaux)

## Méthodes simples pour l'aquaculture. Pisciculture continentale : la gestion, les étangs et leur eau

Comment gérer un étang de terre? Améliorer et vérifier la qualité de son eau? Contrôler les pertes et protéger les ouvrages ainsi que les stocks de poissons? Ce document traite des aspects pratiques de la gestion de la pisciculture continentale et aborde aussi l'intégration de l'élevage.

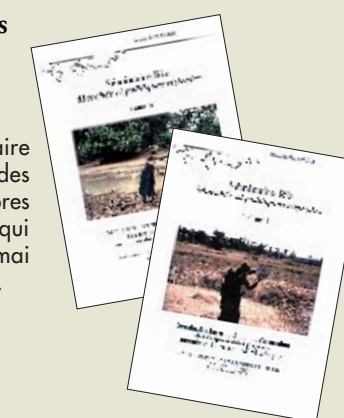
Collection « Formation », n° 21/1  
FAO, Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 6 5 7 05 31 52  
Site Web : <http://www.fao.org/>  
ISBN 92-5-202873-0  
ISSN 1014-3815, 233 pages  
Prix : 51 \$ US (± 28 000 CFA)  
Une remise de 35 % est accordée aux pays en développement

### VIENT DE PARAÎTRE

#### Séminaire riz. Marchés et politiques rizicoles, tomes 1 et 2

Compte rendu du séminaire international de formation des responsables paysans membres du réseau APM Afrique, qui s'est tenu du 11 au 16 mai 1997 à Saint-Louis, Sénégal.

Secrétariat Réseau APM Afrique  
BP 10008  
Yaoundé - CAMEROUN  
Fax : + 237 20 55 20



#### Gestion technique, organisation sociale et foncière de l'irrigation

Au sommaire de ce compte rendu d'un atelier organisé à Niamey (Niger), deux thèmes – l'irrigation et le foncier et la gestion sociale de l'irrigation – et divers points de vue émanant de sociétés de développement rural et d'organisations paysannes. Le tout est illustré par des études et des analyses sur le fonctionnement des aménagements

hydro-agricoles et complété par des expériences nouvelles et des propositions méthodologiques.

Éditeurs scientifiques : J.-C. Legoupil, B. Lidon, I. Mossi Maïga, S. Ndiaye  
Pôle régional de recherche sur les systèmes irrigués soudano-sahéliens PSICORAF, avec l'appui du CTA, de la Coopération française pour le développement et du CIRAD PSICORAF  
BP 8680  
Dakar - SÉNÉGAL  
Fax : + 221 8 25 39 63  
E-mail : legoupil@sonatel.senet.net  
ISSN 0851-0296



## Le CIRVAL

Situé à Corte (Corse), au cœur du bassin méditerranéen, le Centre international de ressources et de valorisation de l'information dans les filières laitières des petits ruminants a atteint en 1996 un stade opérationnel. Ayant pour support l'association PROCIRVAL, le projet est soutenu par l'Union européenne, les ministères français de l'Agriculture et de la Pêche, de la Recherche, la Collectivité territoriale de Corse et l'INRA. Il est appelé à regrouper les organismes souhaitant favoriser la diffusion des connaissances scientifiques et techniques et la promotion des actions collectives (échanges, rencontres, formations) dans le secteur ovin et caprin. Une convention multilatérale constitutive a été établie dans ce sens.

La diffusion de l'information s'appuie sur les réalisations suivantes :

- **Tintenna**, un bulletin trimestriel d'information et de liaison ;
- les **Dossiers** du CIRVAL : prochain dossier à paraître, « Les fromages au lait de brebis et de chèvre dans les pays méditerranéens de l'Union européenne » ;



- une **base de données** spécifique aux filières laitières des petits ruminants, qui comprend des documents en texte intégral et de l'information à forte valeur ajoutée (notes de lecture) ; elle est destinée à un public varié – techniciens, scientifiques, professionnels – et diffusée sous la forme de CD-Rom ;
- un **serveur Web** qui contient, entre autres, des données statistiques sur les systèmes d'élevage dans différents lieux de production, des fiches techniques et des bibliographies thématiques ;

– une **liste de diffusion par courrier électronique** destinée à l'échange d'informations sur les filières laitières des brebis et chèvres ; cette liste compte actuellement environ 120 participants de plus de 12 nationalités différentes ;

– un **service questions-réponses** : le CIRVAL dispose d'un accès aux banques de données internationales scientifiques, économiques et aux bases de données de l'Union européenne et d'un fonds documentaire qui lui permet de répondre aux différentes sollicitations.

Les organisations partenaires du CIRVAL participent activement à ses activités et bénéficient de certaines prestations : accès aux CD-Rom, gratuité d'une partie des demandes, documentaires, publications.

CIRVAL  
Quartier Grossetti  
BP 5  
20250 Corte - FRANCE  
Tél. : + 33 4 95 45 22 22  
Fax : + 33 4 95 45 22 20

Contact :  
Jean-Paul Dubeuf ou Pascal Aventurier  
Tél. : + 33 4 95 45 22 22  
E-mail : [cirval@cirval1.cirval.asso.fr](mailto:cirval@cirval1.cirval.asso.fr)  
Site Web : <http://www.cirval.asso.fr>

## Les radios d'un monde qui bouge

Le média dominant dans la plupart des pays ACP, la radio, est en pleine mutation. Depuis 1990, le nombre des stations de radio rurale a explosé, comme l'a montré une étude récente du CTA : on compte aujourd'hui plus de 400 émetteurs, sans compter les stations urbaines qui se sont encore plus développées. Les radios internationales sont pourtant toujours autant écoutées, soit directement sur les ondes courtes que 15 % d'auditeurs utilisent en Afrique, soit par l'entremise de radios locales de la bande FM qui les retransmettent de plus en plus.

Sur les radios internationales, la doyenne des émissions d'information agricole se porte bien : *The Farming World*, le rendez-vous hebdomadaire du BBC World Service, compte quarante ans d'existence. D'autres stations internationales fournissent un service du même ordre :

DW : *Man and Environment* ;  
*Coopération et Santé*

RFI : *Terres nourricières*

RNZI : *Innovations*

VOA : *Agriculture Report*

WRN : *Earth and Sky*

Ce ne sont pas les seules : All-India Radio, Radio Globo au Brésil, Radio Japan ou la radio suisse donnent régulièrement des échos techniques et agricoles dans leurs spots d'information.

Les radios des pays ACP commencent à trouver une audience internationale grâce à la diffusion sur Internet, et pratiquent l'échange de programmes, parfois avec l'aide du CTA. Le satellite Africastar1 a été mis sur orbite en octobre 1998. Il va permettre à Worldspace, une entreprise basée aux États-Unis, de rediffuser une centaine de stations sur l'Afrique à partir du début de l'année 1999. Il s'agit d'une transmission numérique, d'excellente qualité, qui nécessite un nouveau type de récepteur. Les satellites Ameristar1 et Asiasat1 devraient être lancés au cours de l'année 1999. Worldspace offrira plusieurs programmes des pays ACP, dont ceux de radios béninoises, kényanes, ghanéennes et ougandaises.

Un autre groupe, le World Radio Network, diffuse une sélection de 25 stations internationales, comme la Channel Africa d'Afrique du Sud.

BBC : BBC World Service, Bush House, London W2B 4PH, Royaume-Uni ; <http://www.bbc.co.uk>

CA : Channel Africa, PO Box 91313, 2006 Auckland Park, Afrique du Sud ; fax : + 27 11 482 3506 ; <http://www.channelafrica.org>

CBC : Caribbean Broadcasting Corporation, The Pine, St. Michael, Bridgetown, La Barbade.

DW : Deutsche Welle, 50588 Cologne, Allemagne ; fax : + 49 221 389 3000 ; <http://www.dwelle.de>

RNZI : Radio New Zealand International, PO Box 2209, Auckland, Nouvelle-Zélande ; <http://www.atrix.gen.nz/biz/rnzi>

RFI : Radio France International, 116, avenue du Président-Kennedy, 75220 Paris cedex 16, France ; <http://www.rfi.fr>

VOA : Voice of America, 330 Independence Ave SW, Washington, DC 20547, États-Unis

Worldspace : (Washington, États-Unis) ; [www.worldspace.com](http://www.worldspace.com)

WRN : World Radio Network, 10 Wyyvil Rd, London SW8 2TG, Royaume-Uni ; fax : + 44.171.896 9000 ; <http://www.wrn.org>

On pourra trouver dans l'International Listening Guide des renseignements sur 5 000 stations de radio dans le monde. Ce guide est disponible auprès d'ILG, PO Box 1112, 34567 Homburg, Allemagne ; <http://www.ilg.de>

Le réseau OneWorld Radio News Network aide les stations à échanger des programmes et les diffuse sur Internet ; <http://nt.oneworld.org>

Voir aussi les pages « radio » sur <http://www.cta.nl>

**SPORE** est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP.

Éditeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) — Convention ACP/UE de Lomé.

CTA : Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas – Tél. : + 31 317 467100 – Fax : + 31 317 460067 – E-mail : [cta@cta.nl](mailto:cta@cta.nl) – Site Web : [www.cta.nl](http://www.cta.nl)

Rédaction : SPORE est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve, 34150 Aniane, France – Fax : + 33 4 67 57 01 80 – E-mail : [louma@hol.fr](mailto:louma@hol.fr)

Médiateurs, W-Alexanderpoort 46, 1421 CH Uithoorn, Pays-Bas – Fax : + 31 297 540 514 – E-mail : [paul.osborn@mediateurs.org](mailto:paul.osborn@mediateurs.org)

Mise en page : Louma productions. Impression : Imprimerie Publique, France.

© CTA 1998 – ISSN 1011-0046